

réductions des dépenses plutôt que par de fortes augmentations d'impôt. Nous réalisons déjà des progrès à cet égard. À la suite d'un premier examen des dépenses et des mesures de recouvrement des recettes, nous avons pu réduire de 12 p. 100 le déficit projeté pour la prochaine année financière. Nous voulons au moins tripler ces économies d'ici 1990.

En second lieu, nous entendons redéfinir le rôle du gouvernement afin qu'il fournisse un meilleur cadre pour la croissance et la création d'emplois. Le gouvernement ne doit pas constituer un obstacle pour le monde des affaires. Il doit plutôt créer un climat qui favorise le changement et l'innovation. Trop d'industries canadiennes sont surprotégées ou surprotégées, non pas seulement des importations mais aussi de la concurrence nationale. Nous devons changer cet état de choses. Des programmes conçus pour faciliter les investissements ne devraient pas avoir un effet de distorsion qui aille à l'encontre du résultat recherché. Nos politiques et nos programmes ne devraient pas envoyer les mauvais signaux à l'étranger et, par exemple, donner à entendre que le Canada ne fait pas bon accueil aux investissements étrangers, notamment dans le secteur de l'énergie. Par conséquent, nous devons en troisième lieu établir un ensemble stable de politiques qui fournissent des encouragements appropriés à l'investissement et à la croissance.

Parallèlement, il est essentiel d'agir pour que le secteur privé puisse prendre de l'expansion et assurer une croissance stable et des emplois productifs. À cette fin, nous encouragerons l'entreprise au Canada. Nous allégerons le fardeau réglementaire, non pas comme une fin en soi, mais pour libérer les énergies créatrices tant des individus que des sociétés afin qu'ils expérimentent, qu'ils innoveront et qu'ils produisent de meilleurs biens et services à moindre prix.

Dans cette perspective, nous proposerons bientôt des modifications à deux institutions qui ont particulièrement préoccupé le monde des affaires en Allemagne. Ces institutions sont l'Agence d'examen de l'investissement étranger et le Programme énergétique national. Nous prévoyons que leurs nouveaux mandats permettront de créer un climat nettement plus attrayant pour les investisseurs étrangers. Il est dans notre intention de faire du Canada un endroit où les gens d'affaires se sentent plus à l'aise.

Nous avons également l'intention d'accroître nos activités commerciales à l'étranger. Le commerce est vital pour le Canada. Les exportations représentent près du tiers de notre revenu national et environ 2 millions de Canadiens travaillent dans des industries qui sont tributaires, directement ou indirectement, des exportations. Et pourtant notre performance commerciale a marqué le pas. En 1968, nous étions au quatrième rang des nations commerçantes du monde; aujourd'hui, nous sommes huitième. L'un des objectifs fondamentaux du gouvernement -- et certainement l'une de mes responsabilités les plus grandes -- est